

CARLO ROSSELLI ET LES CULTURES FRANÇAISES DES ANNÉES TRENTE

Entre socialisme, antifascisme et tyrannies

Marco Bresciani et Diego Diletto

Société d'études soréliennes | *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*

2013/1 - n° 31
pages 137 à 157

ISSN 1146-1225

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-mil-neuf-cent-2013-1-page-137.htm>

Pour citer cet article :

Bresciani Marco et Diletto Diego, « Carlo Rosselli et les cultures françaises des années trente » Entre socialisme, antifascisme et tyrannies,
Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle, 2013/1 n° 31, p. 137-157.

Distribution électronique Cairn.info pour Société d'études soréliennes.

© Société d'études soréliennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Carlo Rosselli et les cultures françaises des années trente

Entre socialisme, antifascisme et tyrannies

MARCO BRESCIANI, DIEGO DILETTOSO

Les décennies qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale furent caractérisées partout en Europe par des expériences politiques, sociales et culturelles radicales qui laissèrent un héritage durable dans l'après-guerre. En particulier, la Grande Guerre et la Révolution russe – chacune porteuse de perspectives nouvelles et de tragédies sans précédent – tracèrent les lignes d'un nouveau contexte international au sein duquel il fut possible de repenser le « libéralisme » et le « socialisme ». À partir de ce diagnostic, différentes questions historiographiques se posent. Comment le libéralisme et le socialisme ont-ils répondu à la nouvelle donne de la politique de masse ? Au sein de quelles formes institutionnelles, plus ou moins démocratiques, se sont-ils déclinés¹ ? Un « renouveau » était-il possible dans un sens volontariste, sans que cela n'aboutisse au bolchevisme ou au fascisme ? Et, plus en général, les polarisations politiques des années trente laissèrent-elles un réel espace pour une révision des cultures politiques, sans que cet effort ne soit conditionné en amont par les « contingences de la lutte » ?

Cet ensemble de questions marqua la trajectoire politique et intellectuelle de l'économiste et politique italien Carlo Rosselli, fondateur du mouvement antifasciste Giustizia e Libertà (GL). Arrivé à

1. Jan-Werner Mueller, *Contesting democracy: Political ideas in the twentieth century*, Princeton, Princeton University Press, 2011, p. 49-90.

Paris en août 1929 – après une fuite rocambolesque de l'île de Lipari, où il avait été placé en résidence surveillée pour avoir organisé l'expatriation clandestine du leader socialiste Filippo Turati –, il passa la plupart des huit années suivantes dans la capitale française, avant d'être assassiné en juin 1937 par le groupuscule d'extrême droite La Cagoule, sur ordre du gouvernement italien.

Comme le fit observer Franco Venturi – historien de renommée qui avait rencontré Rosselli lors de son exil et milité au sein de son mouvement –, le chef de GL profita de nombreux contacts au sein du monde politique et intellectuel français. Par leur nombre et leur diversité, ses contacts constituent un fait relativement rare au sein du milieu antifasciste italien, d'autant plus qu'ils laissèrent des traces même auprès des Français que Rosselli avait rencontré ou côtoyé². Pourtant, en dépit de ces liens avérés, ces réseaux n'ont pas encore fait l'objet d'approfondissements. À partir de ce constat, nous analyserons l'exil de Rosselli en tant qu'expérience pourvue d'un statut intellectuel et politique en soi, dans le sillage des tendances historiographiques les plus récentes³.

Si l'unité temporelle de cet article coïncide avec les années de l'exil parisien de Rosselli, l'espace est défini par ses rapports avec trois anciens élèves de l'École normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm – le chef de GL s'était plu à définir cette dernière comme « la pépinière intellectuelle de France⁴ ». Plus précisément, il avait tissé des liens d'amitié étroits avec l'historien Elie Halévy, d'estime durable avec le sociologue Célestin Bouglé et de collaboration intense quoique temporaire avec le sociologue et homme politique Marcel Déat. Cette étude s'inspire librement de l'« euristique générationnelle » de Jean-François Sirinelli⁵, en se concentrant néanmoins

2. Franco Venturi, « Carlo Rosselli e la cultura francese », in Collectif, *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, Florence, Nuova Italia, 1978, p. 164-178. D'autres essais ont abordé la question : Antonio Bechelloni (ed.), *Carlo et Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, Milan, Franco Angeli, 2001 ; Alessandro Giacone et Éric Vial (eds.), *I fratelli Rosselli. L'antifascismo e l'esilio*, Rome, Carocci, 2011.

3. Enzo Traverso, « Esilio ebraico e Atlantico nero. Sull'ermetica della distanza », in *Il secolo armato. Interpretare le violenze del Novecento*, Milan, Feltrinelli, 2012, p. 142-167.

4. Carlo Rosselli, « Lo spirito ed i fini del neo-socialismo francese », *la Libertà*, 24 août 1933, repris in *Opere scelte*, II, *Scritti dell'esilio 1*, Turin, Einaudi, 1988, p. 232-237 (dorénavant, *OSS II*, 1).

5. Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.

sur des parcours individuels et non pas collectifs. Dans le cadre de cette démarche, nous avons identifié deux « profils de normaliens ». Un premier groupe se compose d'intellectuels nés pendant les dernières années du Second Empire (comme Halévy et Bouglé), dont la conscience politique avait mûri pendant l'affaire Dreyfus et qui était souvent proche du radicalisme républicain. La génération suivante (celle de Déat), née dans les dernières années du XIX^e siècle ou pendant la première décennie du XX^e, s'était formée intellectuellement pendant la Grande Guerre, en embrassant, lors des années du « non-conformisme⁶ », un socialisme « volontariste » susceptible d'assumer les colorations les plus diverses.

Rosselli, Halévy et le socialisme libéral

Peu après son arrivée à Paris, Rosselli écrivit à l'historien Élie Halévy : « Peut-être vous vous rappelez de m'avoir rencontré à Florence, chez les Ferrero⁷. En tout cas, moi je vous connais très bien pour avoir passé beaucoup de semaines sur vos livres d'histoire et de philosophie anglaise⁸. » C'est en 1925 que les deux hommes s'étaient rencontrés à Florence. À l'époque, Rosselli était encore un jeune économiste qui essayait de concilier les études avec le militantisme antifasciste, alors que l'historien français voyageait souvent dans la péninsule en raison des origines italiennes de sa femme, Florence Noufflard⁹. Si l'on ignore le niveau de complicité établi entre eux à l'époque de leurs entrevues florentines – à juger par le ton de la lettre de Rosselli, ces premiers contacts avaient dû être superficiels –, il pouvait sembler inévitable que les deux hommes finissent par sympathiser une fois Rosselli établi à Paris. En effet, tous les deux partageaient une curiosité passionnée pour cette aile du socialisme non marxiste, à la fois critique vis-à-vis de l'étatisme et du libéralisme classique, et qui se

6. Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années trente. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Éd. du Seuil, 1969.

7. Guglielmo Ferrero, écrivain et historien italien de sensibilité antifasciste.

8. Lettre de Carlo Rosselli à Élie Halévy, 27 octobre 1929, fonds Élie Halévy (dorénavant, FH), Correspondance par ordre chronologique, Bibliothèque des Lettres, ENS, Paris.

9. Pour des biographies d'Halévy : Michèle Bo Bransen, *Portrait d'Élie Halévy*, Amsterdam, B.R. Grüner, 1978 ; Myrna Chase, *Élie Halévy : An intellectual biography*, New York, Columbia University Press, 1980. Voir François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont-Calmann-Lévy, 1995.

proposait de conjuguer la liberté avec la justice. Cet intérêt commun semble symboliquement et matériellement confirmé par la présence dans la bibliothèque personnelle d'Halévy à la Maison blanche – nom de sa villa de Sucy-en-Brie, que Rosselli fréquenta régulièrement – d'un exemplaire dédicacé du *Socialisme libéral*, essai politique où le chef de GL théorisait la réconciliation du libéralisme politique avec le socialisme en tant que finalité¹⁰.

Comme le prouvent des fiches de lecture très détaillées, Rosselli connaissait bien les trois volumes de *La formation du radicalisme philosophique* et les premiers tomes de l'*Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle*, qu'il avait lus pendant la rédaction de son *Socialisme libéral* alors qu'il se trouvait à Lipari. À partir de ces notes, on constate qu'il avait été particulièrement interpellé par les réflexions sur l'utilitarisme de Bentham et le radicalisme démocratique de Stuart Mill qui amenaient Halévy à reconnaître deux tendances au sein de l'économie moderne : l'une agissant en faveur d'une transition vers « l'identité spontanée des intérêts » (basée sur le libre marché), l'autre se concentrant sur « l'identification artificielle des intérêts » (basée sur l'intervention de l'État). La première orientation prône la disparition de la concurrence sans réglementation à travers l'organisation des antagonismes. L'autre, qui est clairement influencée par la culture religieuse de l'obéissance volontaire, tend naturellement vers la libre association¹¹ :

Le socialisme contemporain s'oppose certainement à l'individualisme tel que l'avaient défini les économistes utilitaristes. À cette difficulté, nous n'apercevons qu'une solution. Nous pensons que l'opposition apparaîtrait peut-être comme moins radicale, si, en approfondissant la notion de liberté, nous considérons les interventions de l'État comme nécessaires non seulement pour rendre les individus plus heureux, mais encore pour les rendre plus libres¹².

10. La dédicace, en date du 12 décembre 1930, était : « À M. le Professeur Élie Halévy, l'hommage respectueux de Carlo Rosselli ».

11. Pour une analyse du « premier » Halévy, voir Ludovic Frobert, *République et économie (1896-1914)*, Lille, Presses du Septentrion, 2003. Les fiches de lecture relatives aux textes d'Halévy (mais pas seulement) sont conservées au sein des archives de Carlo Rosselli, *Miei scritti. Appunti (economia e politica)*, Istituto storico della Resistenza in Toscana.

12. Élie Halévy, *La formation du radicalisme philosophique*, III, Paris, Alcan, 1904, p. 372.

Si, pour Halévy, la véritable opposition était celle entre socialisme et individualisme (et non pas libéralisme), il est incontestable que l'interprétation de l'historien français a conforté le jugement négatif de Rosselli sur l'individualisme, alimentant la perspective d'une compatibilité entre libéralisme et socialisme. Par ailleurs, on retrouve déjà cette réflexion dans les premières lignes du *Socialisme libéral*:

D'un point de vue historique, il semble que cette formule contienne une contradiction. En effet, le socialisme n'est-il pas né en réaction au libéralisme – surtout économique – qui caractérisait la pensée bourgeoise au début du XIX^e siècle ? Beaucoup de chemin s'est fait depuis ce temps : on a accumulé les expériences. Peu à peu, deux positions opposées se sont rapprochées. Le libéralisme s'est familiarisé avec le problème social. Il ne semble plus devoir être nécessairement rattaché aux principes de l'économie classique de l'école de Manchester. Difficilement, soit, mais nettement le socialisme se débarrasse de ses visées utopiques. Une sensibilité neuve frémit en lui pour des problèmes de liberté et d'autonomie. Le socialisme se fait-il libéral ? Le libéralisme devient-il socialiste ? L'un et l'autre¹³.

Il est vraisemblable que ce genre de réflexion a animé les rencontres entre Halévy et Rosselli à la Maison blanche¹⁴. En toile de fond, campait l'histoire du socialisme européen sur lequel Halévy donnait régulièrement des cours à l'École libre d'études politiques¹⁵.

Pour Halévy, il n'était pas possible de séparer la recherche historique de l'inquiétude devant l'actualité politique. Par ailleurs, si sa position sur le fascisme était nette depuis 1924, son jugement sur la Révolution russe et le bolchevisme était bien plus tourmenté. Déjà à partir des premières années de l'après-guerre, sa correspondance trahissait des hésitations constantes entre terreur et fascination : une lettre de 1931 témoigne de cet état d'esprit ambivalent, qui

13. Carlo Rosselli, *Socialisme libéral*, Paris, Valois, 1930, p. 7.

14. Sur l'importance de l'amitié entre Rosselli et Halévy, voir Aldo Garosci, *Vita di Carlo Rosselli*, II, Florence, Vallecchi, 1973, p. 292 ; Roberto Pertici, « Varia presenza di Halévy nella cultura italiana del Novecento », in Maurizio Griffo, Gaetano Quagliariello (eds.), *Élie Halévy e l'era delle tirannie*, Rome, Ideazione, 2000, p. 317-372.

15. Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen, rédigée d'après des notes de cours par un groupe d'amis et d'élèves d'Élie Halévy*, Paris, Gallimard, 1948.

l'amenait à confesser que le communisme soviétique réveillait en lui du « dégoût et, en même temps, de l'admiration¹⁶ ». Dans un cours de cette époque, il décrivait ce régime comme un « despotisme sanglant » dont les « conséquences économiques étaient désastreuses¹⁷ ». Et, pourtant, ce jugement semble atténué par un voyage ultérieur à Leningrad en septembre 1932 ; d'après ses impressions personnelles, exprimées dans un petit volume publié, il semble que cette expérience s'inscrive plus dans une démarche de témoignage que de connaissance¹⁸.

Chez Rosselli, le jugement sur la « dictature soviétique » était inexorablement lié à celui sur la « révolution russe » – avec toute l'ambiguïté que représente l'assimilation de phénomènes historiques bien différents. Cette corrélation coïncidait, selon les cas, avec la distinction ou l'identification entre le régime autoritaire russe et un changement social profond, chaque posture étant adoptée en fonction de l'action antifasciste du moment. En particulier, en 1932, la passion révolutionnaire tendait à s'imbriquer dans une fascination pour la planification, que le chef de GL avait qualifié d'« économie collectiviste » :

De toute façon, avant chaque consécration marxiste et chaque atrocité dictatoriale, il y a la révolution qui a détruit l'autocratie, qui a donné la terre aux paysans. Voilà la révolution comme nous l'aimons et nous la défendons. Il est évident que la révolution n'est pas la dictature de Staline. Mais si nous étions obligés de choisir entre le monde capitaliste, comme il fut révélé par la guerre et la crise, et le monde bolchevik, nous nous résoudrions, non sans angoisses, pour le second¹⁹.

Dès lors, la position politique de Rosselli divergeait de la réflexion historique d'Halévy. Ce dernier, lors de sa leçon du 27 février 1934, avait, semble-t-il, défini pour la première fois le « soviétisme » comme une « tyrannie » – quoique s'il s'empressa de préciser que celle-ci

16. Lettre d'Élie Halévy à Jacques-Émile Blanche, 10 juin 1931, in Élie Halévy, *Correspondance (1891-1937)*, Henriette Guy-Loë, Monique Canto-Sperber, Vincent Duclert, Henriette Guy-Loë (eds.), Paris, Fallois, 1996, p. 706.

17. FH, Carton 9, *La Révolution bolchevique*, 8 mars 1931.

18. Florence et Élie Halévy, *Six jours en URSS (septembre 1932)*, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 1998.

19. Curzio [Carlo Rosselli], « Note sulla Russia », *Quaderni di Giustizia e Libertà* (dorénavant, *QGL*), 2, mars 1932, p. 103-107, repris in *OSS II*, 1, p. 79.

n'était pas l'issue inexorable du socialisme ni, encore moins, celle de la Révolution russe²⁰. Pourtant, ses positions glissaient vers un pessimisme de plus en plus accentué, dont le paroxysme fut peut-être constitué par la fameuse communication sur *L'ère des tyrannies*. Encore une fois, cette réflexion ne résultait pas de considérations imprévisibles ; au contraire, elle découlait de leçons données sur le socialisme, qui avaient pris une tournure de plus en plus grave. La formule « l'ère des tyrannies » fut utilisée le 8 août 1935 dans une lettre à son cousin, le philosophe René Bertholet²¹. D'après ses plans de cours, il la reprit sans doute le 25 février 1936, même s'il est possible qu'il l'ait déjà fait lors de la séance du 20 février 1934, qui portait sur *Le socialisme et la guerre*²². En même temps, il est probable que Rosselli, qui le rencontra justement entre la fin de février et le début de mars 1934²³, ait eu connaissance des grandes lignes de l'évolution intellectuelle alors en train de s'opérer chez l'historien²⁴.

Le 28 novembre 1936, Halévy exposa officiellement ses thèses devant la Société française de philosophie, sans pour autant parvenir à transmettre toute la complexité de son analyse²⁵. Au centre de son raisonnement, il y avait ce « régime de guerre » d'où, « bien plus que la doctrine marxiste », dérivait « tout le socialisme de l'après-guerre » et qui se traduisait par une « étatisation » de la société. D'autre part, il y avait le fascisme, c'est-à-dire « une sorte de contre-socialisme » (ou de « corporatisme ») qu'il fallait « prendre plus au sérieux qu'on ne fait généralement dans les milieux antifascistes²⁶ ». Lors de la discussion suivant cette communication, Halévy avait revendiqué ces définitions à partir de son orientation « d'historien » (ou, mieux, « d'historien philosophe ») qui se tenait « tant que possible [...] au-dessus du niveau de la politique ». C'était justement en cette qualité qu'il avait employé l'expression « ère des tyrannies » et non pas « des dictatures », car

20. FH, Carton 6, *La Révolution bolchevique*, 27 février 1934.

21. Lettre d'Élie Halévy à René Bertholet, 8 août 1935, in É. Halévy, *Correspondance*, op. cit., p. 730.

22. FH, Carton 6, *Le socialisme et la guerre*.

23. Lettre de Carlo Rosselli à Amelia Rosselli, 4 mars 1934, in *Epistolario familiare. Carlo, Nello Rosselli e la madre (1914-1937)*, Milan, Mondadori, 1997.

24. Lettre de Carlo Rosselli à Marion Rosselli, 5 juillet [1935], in Carlo Rosselli, *Dall'esilio. Lettere alla moglie (1929-1937)*, Florence, Passigli, 1997, p. 209.

25. Michele Battini, *Utopia e tirannide. Scavi nell'archivio Halévy*, Turin, Bollati Boringhieri, 2011, p. 50-52.

26. Élie Halévy, *L'ère des tyrannies. Études sur le socialisme et la guerre*, rééd. Paris, Gallimard, 1990, p. 215.

ces dernières présentaient, par définition, des caractères transitoires correspondant mal à des régimes établis en tant que « forme normale de gouvernement²⁷ ». D'autre part, Halévy avait reconnu une différence fondamentale qui distinguait les tyrannies : « celle de Berlin, celle de Rome », en effet, ne promettaient que la guerre. Ceci l'amena à s'interroger, avec inquiétude, sur la situation « tragique » des démocraties : « Pourront-elles rester des démocraties parlementaires et libérales si elles veulent faire la guerre efficacement²⁸ ? » Il s'agissait d'une question éminemment politique qui établissait un terrain d'entente avec Rosselli.

En ce qui concerne « la possibilité d'un socialisme démocratique qui, autoritaire dans l'ordre économique, resterait libéral dans l'ordre politique et intellectuel », Halévy n'entendait pas « contester que la chose puisse être envisagée dans l'abstrait ». Toutefois, depuis 1914, les « deux tendances » du socialisme – la « doctrine d'organisation et d'étatisation » et la « doctrine de lutte contre chaque autorité, d'émancipation intégrale » – étaient devenues « difficilement compatibles ». En effet, l'État auquel faisait appel le socialisme pour « mettre de l'ordre dans la production » finissait par s'identifier avec l'État national : « Chaque étatisation est nécessairement une nationalisation ». Ainsi se faisait jour un indice sur l'avis que l'historien aurait pu donner à propos des articulations théoriques de Rosselli : « Le socialisme libéral, en Occident, voudrait parler à la fois la langue de Gladstone et celle de Lénine. Je me demande si c'est possible²⁹ ». Cette question était évidemment rhétorique. Pourtant, l'historien continua de se la poser jusqu'à la fin de sa vie, sous l'influence de sa fréquentation avec Rosselli.

Pendant le printemps 1937, leur amitié sembla même s'intensifier – il s'agit de la période comprise entre le retour des Halévy d'un séjour en Italie (février) et leur départ pour Londres (mi-avril). Dans l'espace d'à peine trois mois, l'historien et le politique ne se rencontrèrent pas moins de six fois³⁰ – par ailleurs, Raymond Aron assista à

27. *Ibid.*, p. 214.

28. Raymond Aron, « États démocratiques et États totalitaires », *Bulletin de la Société française de philosophie*, 2, 1946, p. 41-42, repris in *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Fallois, 1993, p. 165-183.

29. É. Halévy, *L'ère des tyrannies*, *op. cit.*, p. 247.

30. Agenda de Florence Halévy (1937), retrouvée parmi les documents conservés, sans ordre précis, à la *Maison blanche* de Sucy-en-Brie.

l'une de ces rencontres à Sucy-en-Brie³¹. Le scepticisme d'Halévy sur le « socialisme libéral » correspond singulièrement aux orientations de Rosselli pendant cette période : en effet, le chef de GL avait alors transposé le conflit idéologique entre fascisme et antifascisme sur le terrain de la lutte entre capitalisme et anticapitalisme. Il regardait avec une certaine sympathie – non dépourvue toutefois de sens critique – le modèle de « nouvelle civilisation³² » soviétique. La priorité résidait dans la victoire sur les fascismes : seulement ensuite, estimait-il, on aurait pu procéder à une « libéralisation » du régime surgi d'une hypothétique victoire du « front prolétaire » – au sein duquel, en raison des rapports de force, les communistes étaient destinés à occuper un rôle central. Entre l'hiver 1936 et le printemps 1937, la lutte antifasciste se chargea d'imposer ses propres priorités politiques : en écho aux développements de la situation internationale (notamment en Espagne), Rosselli proposa une redéfinition des rôles, des référents et des objectifs de l'antifascisme. On peut considérer comme particulièrement symptomatique de ces efforts théoriques une suite d'articles, intitulés « Pour l'unification politique du prolétariat », qu'il rédigea entre la fin de mars et le début de mai 1937. Il présenta alors GL comme le « premier mouvement européen intégralement antifasciste », ayant conçu le fascisme en tant que « phénomène central, la nouveauté écrasante de notre époque³³ ». Pour Rosselli, face au régime mussolinien qui présentait les traits d'une dictature de classe, il était nécessaire d'opposer l'unité politique du prolétariat. Évidemment, ces positions se conciliaient mal avec le « libéralisme » (teinté de progressisme) d'Halévy, qui oscillait entre l'observation désenchantée de la réalité et un repli pessimiste – même si l'historien

31. « Je rencontrai à la Maison blanche les frères Rosselli – écrit Raymond Aron –, j'eus une longue conversation avec l'un d'eux, le militant antifasciste, nous convînmes de nous retrouver bientôt : trois jours plus tard, les deux frères étaient assassinés, sur ordre de Mussolini, par des tueurs au service d'un groupe fasciste. Florence nous raconta combien Élie avait été ému, bouleversé : impitoyable et lucide en son diagnostic, il pressentit le temps des assassins, la venue des barbares » (Raymond Aron, « Élie Halévy et l'ère des tyrannies », in *L'ère des tyrannies*, op. cit., p. 252). Ce souvenir d'Aron doit, toutefois, être antidaté : trois jours avant le meurtre des frères Rosselli, Halévy était en Angleterre (cf. Id., *Mémoires. Cinquante ans de réflexion politique*, Paris, Julliard, 1983, p. 152-154).

32. Carlo Rosselli, « Primo Maggio », *Giustizia e Libertà* (dorénavant, *GL*), 30 avril 1937, repris in *Opere scelte*, II, *Scritti dell'esilio* 2, Turin, Einaudi, 1992, p. 513 (dorénavant, *OSS II*, 2).

33. Carlo Rosselli, « Per l'unificazione politica del proletariato italiano », *GL*, 14 mai 1937, repris in *OSS II*, 2, p. 535.

ne perdait pas complètement confiance dans une réaction antifasciste des gouvernements démocratiques, dans l'attente que « l'un des deux despotes » (Hitler ou Mussolini) déclenche une guerre générale³⁴.

Depuis la moitié des années trente, Rosselli et Halévy avaient suivi une trajectoire à la fois analogue et divergente, qui fut interrompue par leurs décès respectifs, survenus à deux mois de distance à peine³⁵. Leur analyse présentait des similarités par l'importance qu'ils accordaient à la guerre : à partir de 1934, l'historien français avait mûri sa réflexion sur les tyrannies, qui avaient été l'une des issues possibles de la Grande Guerre ; à la même époque, l'antifasciste italien avait radicalisé son langage en raison d'une guerre générale qui lui semblait imminente. Toutefois, entre 1936 et 1937, leurs positions devinrent de plus en plus intransigeantes : celle d'Halévy étant marquée par un jugement sceptique quant à la survie des institutions démocratiques en Europe, celle de Rosselli se distinguant par une attitude confiante envers les perspectives révolutionnaires d'un front antifasciste et prolétarien, en Espagne comme en Italie. On peut seulement supposer que chacun avait perçu la diversité et, en même temps, la complémentarité de leurs positions respectives – la posture d'Halévy étant *principalement historique* et celle de Rosselli *intégralement politique*. Il reste que le chef de GL influença sans doute la réflexion d'Halévy sur les tyrannies, alors que le langage de plus en plus « révolutionnaire » de son interlocuteur s'éloignait de ses perspectives, sauf pour le rejoindre dans sa constatation de l'imminence d'un conflit armé général. Il n'en demeure pas moins que ce dialogue continua à alimenter l'esprit critique de Rosselli et l'aida peut-être à conserver une marge d'autonomie dans une période de durcissement de la lutte antifasciste. Leur amitié ne fut en tout cas interrompue que par l'assassinat de Carlo, qui bouleversera fortement l'historien, déjà très malade : « Qu'un homme qui s'est constamment assis à votre table, qui vous a rendu visite avec sa femme et ses enfants, ait été assassiné au coin des bois par les sbires d'un tyran, c'est une

34. Lettre d'Élie Halévy à Célestin Bouglé, 9 février 1937, in É. Halévy, *Correspondance*, op. cit., p. 740-741.

35. L'historien meurt d'une pathologie cardiaque en août 1937. D'après sa nièce Henriette Noufflard Guy-Loë, le décès tragique des Rosselli a contribué à l'affaiblir alors qu'il était déjà malade. Henriette Noufflard Guy-Loë, « Élie e Florence Halévy », in M. Griffo, G. Quagliariello (eds.) *Élie Halévy e l'era delle tirannie*, op. cit., p. 53.

impression nouvelle pour moi, et amère³⁶». Ainsi se termina de façon tragique un dialogue historique et politique passionné, qui durait depuis presque une décennie.

Rosselli et les socialismes français de Bouglé

L'un des aspects les moins explorés des rapports entre Rosselli et le monde culturel français est sans doute celui relatif à Célestin Bouglé, directeur de l'ENS de 1935 à 1940. Sociologue d'inspiration durkheimienne, celui-ci avait fondé en 1920 le Centre de documentation sociale (CDS) qui, pendant deux décennies, avait mis à disposition des normaliens une vaste documentation économique et sociale destinée à les former pour des emplois éventuels au Bureau international du travail (BIT) ou à la Société des Nations (SDN)³⁷. De plus, le CDS organisait des conférences où intervenaient d'anciens normaliens comme le Directeur général du BIT de Genève (Albert Thomas) et son responsable parisien (Mario Roques), des industriels de premier plan (Robert Pinot) et des syndicalistes liés au cercle des Amis de Proudhon, dont Bouglé avait été l'un des fondateurs. L'hétérogénéité de ces personnalités du monde économique trouvait sa justification dans l'esprit proudhonien (et durkheimien) de l'« économique d'abord » et dans la réconciliation saint-simonienne du capital et du travail à travers des formes avancées de « démocratie industrielle ». À ce jour, nous disposons d'une documentation trop modeste pour retracer dans le détail les rapports entre Rosselli et Bouglé et, encore moins, les circonstances de leur première entrevue. Ils se rencontrèrent probablement pour la première fois grâce au CDS, où le chef de GL avait eu la possibilité « de venir recueillir des informations » et, peu de temps avant son assassinat, il y était retourné « à la demande d'un groupe [d']élèves pour [...] communiquer des renseignements sur la situation en Espagne³⁸ ». Nous pouvons supposer que Bouglé avait eu connaissance des grandes lignes de la pensée de Rosselli : au-delà des rencontres plus ou moins occasionnelles au sein de l'ENS, ils s'étaient

36. Lettre d'Élie Halévy au baron de Meyendorff, 13 juin 1937, in É. Halévy, *Correspondance*, op. cit., p. 747.

37. J.-F. Sirinelli, *Génération intellectuelle*, op. cit., p. 354.

38. Célestin Bouglé, « Sur le cercueil d'un héros. Entre Marx et Proudhon », *la Dépêche de Toulouse*, 28 juin 1937. Pour le proudhonisme de Bouglé, voir Célestin Bouglé, « La sociologie de Proudhon », *Revue de métaphysique et de morale*, XVIII, 5, 1910, p. 614-648.

peut-être croisés chez les Halévy, qui étaient des amis de l'un comme de l'autre. Quoi qu'il en soit, par le témoignage même du directeur de l'ENS, nous savons que celui-ci avait au moins lu *Socialisme libéral*. Dans sa nécrologie de Rosselli pour *la Dépêche de Toulouse*, il a même rapproché la pensée du chef de GL de celle de Proudhon : le directeur de l'ENS trouvait, en effet, que l'antifasciste italien était « moins près par le cœur de Marx que de Proudhon³⁹ ».

Même si dans *Socialisme libéral*, Proudhon était brièvement mentionné pour souligner combien « la tradition socialiste française – romantique, humanitaire, libertaire – [était] toujours demeurée étrangère à l'influence du marxisme », lors de son séjour parisien, le chef de GL avait sans doute pu approfondir les suggestions d'un socialisme anti-étatiste et fédéraliste⁴⁰. Dans un article de 1934, intitulé « Contre l'État », la perspective programmatique de GL, de limiter et circonscrire le pouvoir de l'État à travers la reconnaissance de l'autonomie sociale, était clairement reconduite « à la tradition révolutionnaire européenne, à Proudhon, à Bakounine et même à Marx⁴¹ ». Significativement, en réponse aux polémiques suscitées par cet article, Rosselli avait conseillé à un jeune contradicteur, adepte d'une conception hégélienne de l'État, de lire *L'idée du droit social* du sociologue franco-russe Georges Gurvitch⁴² qui, influencé lui-même par Proudhon, préconisait le développement de la libre association sociale et juridique en opposition aux « organisations étatiques ». Non seulement Rosselli avait lu ce texte sociologique important, mais il connaissait personnellement son auteur⁴³ qui, par ailleurs, assistait régulièrement aux réunions du CDS. Cette fréquentation avait contribué peut-être à inspirer l'« anti-étatisme » du dirigeant antifasciste, qui ne perdait pas une occasion pour critiquer la « conception gouvernementale de la révolution » des socialistes de la Deuxième Internationale⁴⁴. Cette veine « anti-étatiste » sera particulièrement évidente dans le chapitre sur la « Réforme industrielle et bancaire » du

39. Célestin Bouglé, « Sur le cercueil d'un héros. Entre Marx et Proudhon », art. cit.

40. C. Rosselli, *Socialisme libéral*, op. cit., p. 182.

41. Carlo Rosselli, « Contro lo Stato », *GL*, 21 septembre 1934.

42. Georges Gurvitch, *L'idée du droit social*, Paris, Sirey, 1932.

43. Il existe deux lettres de Gurvitch à l'auteur du *Socialisme libéral*; elles se trouvent dans le fonds Giustizia e Libertà de l'Istituto storico della Resistenza in Toscana. Les *QGL* publieront aussi un article de Gurvitch déjà paru dans *l'Homme réel*: « I sindacati e l'interesse generale », *QGL*, 10, février 1934, p. 29-36.

44. Carlo Rosselli, « Socialismo e fascismo », in « Stampa amica e nemica », *GL*, 10 avril 1936.

projet de programme de GL de 1932, où l'on abordait explicitement les rapports entre société et État :

*Réforme de l'industrie [...] basée sur la socialisation avec autogestion, sur le contrôle ouvrier et sur la démocratie industrielle où la gestion des entreprises socialisées ne sera pas prise par l'État, mais par des organismes autonomes, non bureaucratiques, dirigés par des techniciens avec la participation des représentants des ouvriers et des employés de l'entreprise, des consommateurs et des administrations publiques concernées*⁴⁵.

Nous ignorons si le directeur de l'ENS avait connaissance de ce texte, même s'il semble que le CDS n'était pas abonné aux publications de GL⁴⁶. Nous pouvons supposer que, de par ses fréquentations directes ou indirectes avec Rosselli et son entourage, Bouglé ait au moins eu connaissance des grandes lignes de ses idées de « démocratie industrielle ». Il est, en tout cas, probable que le sociologue les aurait considérées avec intérêt, sinon avec sympathie, puisqu'elles allaient dans la direction d'une réduction du périmètre de l'État en faveur de la société – par ailleurs, ce n'est pas un hasard si Rosselli prônait les « socialisations » à une époque où le régime fasciste était en train de « nationaliser » des parties significatives du système productif italien. De plus, la philosophie solidariste à laquelle Bouglé avait adhéré dans sa jeunesse, consistait en une tentative de conciliation entre libéralisme politique et justice sociale, ce qui coïncidait dans l'absolu avec les objectifs du *Socialisme libéral* et de *La riforma industriale*. En effet, la théorie solidariste du *Quasi-contrat* prônait justement la limitation du droit public à une série de relations de droit privé : l'État se transformerait ainsi en un « quasi-contrat entre tous les individus unis dans leur communauté juridique⁴⁷ », déterminant ainsi ce primat de la Société cher à Rosselli.

45. Giustizia e Libertà, « Schema di programma », *QGL*, 1, janvier 1932, p. 4-8, repris in *OSS II*, 1, p. 301-306.

46. Lettre des Presses Universitaires à Célestin Bouglé, 15 janvier 1934, AN, Archives de l'ENS, Fonds Célestin Bouglé, 61 AJ 93 ; voir aussi la liste des abonnés à l'hebdomadaire *GL*, d'après la Police politique italienne : Archivio Centrale dello Stato, Rome, Pubblica Sicurezza, Polizia Politica Materia, dossier n° 124, Catégorie K7, *Elenco di abbonati al libello antifascista « Giustizia e Libertà »*.

47. Charles Andler, « Du quasi-contrat social et de M. Léon Bourgeois », *Revue de métaphysique et de morale*, V, 4, 1897, p. 521. Voir Alain Policar, *Bouglé. Justice et solidarité*, Paris, Michalon, 2009, p. 78.

Au-delà d'une conception antagoniste commune des rapports entre société et État, Bouglé semblait fasciné par la « tension morale » qui avait porté Rosselli (tout comme Proudhon) à embrasser la politique en croyant « dur comme fer aux idées » invoquées et en étant « prêt [à] se sacrifier pour elles⁴⁸ ». Cette identification entre politique et morale, qui trouve l'une de ses possibles formulations chez Kant, est également déterminante pour comprendre l'« ouverture » de Bouglé à certaines formes de socialisme. Il est, par ailleurs, important de rappeler que le jeune Bouglé avait été étudiant d'Henri Michel, lui-même disciple du kantien Charles Renouvier⁴⁹ qui, entre le xix^e et le xx^e siècle, avait théorisé la lutte du socialisme libéral, individualiste et volontariste contre l'économisme et le déterminisme du marxisme⁵⁰. Ce n'est pas par hasard que l'un des principaux ouvrages de Bouglé s'intitula *Socialismes français*, au pluriel, afin de souligner la multiplicité de courants à l'intérieur de cette idéologie – « il y a socialisme et socialisme », disait le directeur du CDS⁵¹.

Il est vrai que, d'un point de vue politique, Bouglé n'a jamais été un socialiste *stricto sensu*. Il avait été membre du Parti radical et radical-socialiste, qu'il avait représenté (sans succès) quatre fois aux élections législatives et pour lequel il exprimait encore des sympathies pendant les années trente⁵². En dépit de cette affiliation politique partisane, le républicanisme humanitaire de Bouglé se prêtait mal aux définitions dogmatiques. Son positionnement se situait dans cette large zone de convergence du radical-socialisme et du socialisme, qui n'était pas non plus distante du socialisme libéral⁵³. En effet, déjà en 1897, le normalien Charles Andler avait souligné, dans la *Revue de métaphysique et de morale* – dont Bouglé était l'un des animateurs –, la nécessité d'un « socialisme libéral » pour combiner la « doctrine socialiste » avec cette « doctrine de 1789, économiquement inconséquente, mais vivante en politique, qui s'appelle le *libéralisme* et qui demeure la nôtre⁵⁴ ».

48. Célestin Bouglé, « Sur le cercueil d'un héros. Entre Marx et Proudhon », art. cit.

49. A. Policar, *Bouglé, op. cit.*, p. 76.

50. Charles Renouvier, Louis Prat, *La nouvelle monadologie*, Paris, Fayard, 2004, p. 427-428.

51. Célestin Bouglé, *Socialismes français. Du « socialisme utopique » à la « démocratie industrielle »*, Paris, Armand Colin, 1932, p. 166.

52. A. Policar, *Bouglé, op. cit.*, p. 14.

53. *Ibid.*, p. 87.

54. Ch. Andler, « Du quasi-contrat social et de M. Léon Bourgeois », art. cit., p. 520-530.

Tout en distinguant nettement entre le déterminisme marxiste et le socialisme humaniste, libertaire et libéral, le républicanisme de Bouglé se montrait favorable aux raisons du progrès social par le biais de réformes graduelles. En effet, les convictions politiques des radicaux et des progressistes de sa génération, qui avaient mûri dans la tourmente des campagnes dreyfusardes, s'étaient parfois croisées avec celles de Jean Jaurès – un normalien comme Bouglé et Halévy, quoiqu'un peu plus âgé⁵⁵. Ce dernier avait justement abandonné le républicanisme pour se « convertir » au socialisme, au sein duquel il avait représenté – selon les termes d'Aldo Garosci, historien et militant de GL particulièrement proche de Rosselli – le « trait d'union direct entre la grande tradition libérale humaniste et le mouvement des masses ouvrières⁵⁶ ». Aux hommes de la génération d'Halévy et de Bouglé, le jeune Rosselli devait probablement apparaître, dans sa tentative de concilier justice sociale et liberté politique, comme l'un des héritiers de cette culture à la fois socialiste et humaniste.

Rosselli et Déat. Les circonstances d'une rencontre

Même si Rosselli était de cinq ans le cadet de Déat – il était né en 1899 – tous deux appartenaient à cette même jeune génération qui avait vécu la Première Guerre mondiale comme une expérience formatrice et décisive⁵⁷. Les tranchées permirent, en effet, au chef de GL de développer des sympathies socialistes « par solidarité avec les soldats [provenant] des rangs du prolétariat », même si, contrairement à Déat, cette expérience ne le rendit pas davantage sensible aux thèses pacifistes. En général, ces vicissitudes de guerre contribuèrent à orienter, quoique de façon différente, le socialisme de Déat et celui de Rosselli dans une direction nettement volontariste par rapport au matérialisme de la génération précédente. Dans le cas de Déat, il est important de relever comment, nonobstant l'influence sociologique de Bouglé et une formation philosophique kantienne⁵⁸, son engagement politique semble s'être développé sans cet élan moral

55. Jaurès était né en 1859, Halévy et Bouglé en 1870.

56. Aldo Garosci, *Storia della Francia moderna (1870-1946)*, Turin, Einaudi, 1947, p. 63.

57. Philippe Burrin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Éd. du Seuil, 1986, p. 46-47.

58. Alain Bergounioux, « Le néo-socialisme. Marcel Déat : réformisme traditionnel ou esprit des années trente », *Revue historique*, 2, octobre-décembre 1978, p. 391.

qui avait caractérisé les dreyfusards – et dont l'explication peut être en partie «générationnelle». Arrivés encore jeunes en politique, Déat et Rosselli étaient assez vite devenus les «astres naissants» des mouvements socialistes de leurs pays respectifs : tous deux partisans d'un profond renouveau idéologique, ils avaient rédigé deux essais – dont les ambitions étaient, en vérité, davantage politiques que théoriques – publiés par la même petite maison d'édition (Valois) au même moment (*Perspectives socialistes* sort en novembre 1930, *Socialisme libéral*, le mois suivant). Au lieu de stimuler le débat, ces contributions à la révision marginalisèrent leurs auteurs dans leur parti (comme dans le cas de Déat) ou dans celui auquel ils se sentaient idéalement appartenir (comme dans le cas de Rosselli). Cette situation amena leur réflexion sur des positions encore plus radicales qui, toutefois, prirent avec le temps des directions fort disparates. Compte tenu de ces éléments biographiques communs, il n'est pas aussi surprenant que Déat et Rosselli se soient rencontrés et aient, au moins initialement, sympathisé.

Une première occasion publique pour exprimer leur affinité se présenta lors du Congrès de la SFIO de juillet 1933, quand Déat proposa (sans succès) que les socialistes soutiennent le gouvernement radical. Le chef de GL avait alors pris ouvertement parti pour les néos à travers une suite d'articles particulièrement critiques sur l'« attentisme » de Blum, qui était « prêt à attendre des siècles pour que le prolétariat [acquière] la force de dominer toutes les autres classes⁵⁹ ». Après le Congrès, une publication de GL (les *Quaderni di Giustizia e Libertà*) avait même accordé à Déat un droit de réponse face aux accusations de « déviationnisme national-socialiste » qui motiveront ensuite son expulsion de la SFIO (novembre 1933). Pour couper court aux polémiques et pour rassurer ses soutiens italiens, l'article de Déat s'intitula, de façon emblématique, « Comment nous barrerons la route au fascisme »⁶⁰ : l'auteur défendait la thèse d'une course de vitesse entre socialisme et fascisme, en prônant un « volontarisme » qui ne devait pas déplaire à Rosselli. Toutefois, assez vite, l'évolution de la situation politique française et internationale (les événements du 6 février 1934, la Commune de Vienne, les grèves

59. Carlo Rosselli, « Il neo-socialismo francese », *la Libertà*, 17 août 1933, repris in *OSS II*, 1, p. 226-231 ; Id., « Lo spirito e i fini del neo-socialismo francese », art. cit. ; Id., « Ancora sul neo-socialismo francese », *la Libertà*, 14 décembre 1933.

60. Marcel Déat, « Come sbarreremo la strada al fascismo », *QGL*, 8, août 1933, p. 21-30.

des Asturies) se chargea de bouleverser ce scénario. Suite à ces événements, la SFIO avait trouvé un interlocuteur privilégié dans le Parti communiste, alors que les radicaux perdaient du terrain dans l'opinion tout en participant aux différentes coalitions ministérielles. Après leur expulsion de la SFIO, les néos s'étaient regroupés dans le Parti socialiste de France-Union Jean Jaurès : ils s'étaient aussitôt alliés à des groupes radicaux-socialistes et ils avaient progressivement remplacé leur socialisme originaire par un planisme inspiré par De Man. Alors que GL assumait de plus en plus les allures d'un parti socialiste et classiste, selon Rosselli les néos s'égarèrent dans un modèle « mécanique et réformiste » qui faisait « trop abstraction des grandes motivations morales et politiques. [...] Après avoir tant critiqué l'économisme marxiste, les planistes sont retombés en plein dans l'erreur marxiste, avec en moins la vision d'un monde intégralement nouveau à construire⁶¹ ». Ces divergences politiques révélaient des différences théoriques profondes qui, pourtant, au début de la décennie, auraient semblé marginales.

Un exemple de ces « incompatibilités latentes » se trouve dans le rapport de Rosselli et de Déat avec Marx. Dans *Socialisme libéral*, même si le mépris pour la morale et les prétentions scientifiques de l'analyse marxiste sont critiqués, il reste une distinction de fond entre la nécessaire émancipation par rapport à la doctrine et un reniement total de celle-ci. Dans une image suggestive, Rosselli rappelait comment « un fils s'émancipe, mais il ne saurait renier son propre père » et qu'un éventuel retour « à l'utopisme des écoles pré-marxistes ; à des courants solidaristes ou encore à des théories historiques justement oubliées à cause de leur formalisme » serait une option impraticable⁶². Tout en reconnaissant les mérites historiques du marxisme, Rosselli considérait cette doctrine comme partiellement dépassée, puisqu'elle était incapable de fournir à elle seule tous les éléments propres à la lutte politique. Pour attirer les jeunes générations vers le socialisme, il était nécessaire de compléter les motivations purement économiques par d'autres, dictées par la morale (comme la lutte pour la démocratie et pour la liberté).

Contrairement à Rosselli, la pensée de Déat s'inspire du socialisme pré-marxiste de Saint-Simon et de son idéal (ensuite repris par

61. Carlo Rosselli, « Dopo il 14 luglio », in « Stampa amica e nemica », *GL*, 19 juillet 1935.

62. C. Rosselli, *Socialisme libéral*, *op. cit.*, p. 101.

Marx et Engels) de substitution du «gouvernement des hommes» par «l'administration des choses⁶³». Significativement, même Bouglé, qui connaissait bien Déat car celui-ci avait été le secrétaire du CDS, discernait en lui l'intention de «construire une sorte de néo-socialisme sous le signe du saint-simonisme⁶⁴». Même si Déat reconnaissait une certaine puissance analytique chez Marx, ce dernier demeurait pour lui une influence secondaire; surtout, il rejetait son déterminisme (et ses mots d'ordre) d'une façon encore plus nette que Rosselli⁶⁵. Les théories planistes, dont le néo-socialisme se revendiquait ouvertement, semblaient à Déat beaucoup plus actuelles. En dépit de son adhésion à la thèse de De Man sur l'économie à deux secteurs, Rosselli n'était pas attiré par les perspectives du réformisme technocratique («la thèse d'un gouvernement en tant qu'*administration des choses* [...] c'est le planisme, le technicisme forcené, c'est la porte ouverte à toutes les dictatures au nom de la production maximale⁶⁶»). Il semblait, en revanche, intéressé par l'effort de De Man pour compléter le système marxiste à travers la substitution éventuelle de l'*homo oeconomicus* par l'*homo ethicus*. En somme, ce qui interpellait Rosselli, c'était la conception du socialisme en tant que «programme de vie» avant même d'être «transformation matérielle⁶⁷»: «L'homme ne peut calmer sa nostalgie la plus profonde, la victoire sur le temps, que s'il transforme ses buts futurs en mobiles actuels et incorpore ainsi un fragment de l'avenir au présent⁶⁸».

Cette possible distance entre Déat et Rosselli peut correspondre à un écart profond entre la formation de sociologue du premier et celle de l'économiste humaniste du second: alors que l'un adoptait l'approche épistémologique du chercheur en sciences sociales, l'autre, suivant Mazzini, concevait l'action politique à partir de ses convictions morales profondes⁶⁹. En conclusion de sa préface au

63. Henri de Saint-Simon, *Du système industriel*, Paris, Renouard, 1821, p. 26, 37, 86, 300. Voir Friedrich Engels, *M. E. Dühring bouleverse la science (Anti-Dühring)*, III, Paris, Costes, 1933, p. 48.

64. C. Bouglé, *Socialismes français*, op. cit., p. 110.

65. Marcel Déat, «Marxisme et socialisme», *l'Homme nouveau*, septembre 1934.

66. Carlo Rosselli, «Discussion sul federalismo e l'autonomia», *GL*, 27 décembre 1935, repris in *OSS II*, 2, p. 265.

67. Interview de Rosselli par *l'Italia del popolo*, 30 septembre 1929, repris in *OSS II*, 1, p. 5.

68. Henri De Man, *Au-delà du marxisme*, Bruxelles, L'Églantine, 1927, p. 363.

69. Nadia Urbinati, «Carlo Rosselli e i fondamenti etici della democrazia», in A. Bechelloni (ed.), *Carlo et Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, op. cit., p. 58-59.

Socialisme libéral, Rosselli posait la question : « Est-il possible de dire d'une politique qu'elle est rationnelle si elle ne tient pas compte en tout premier lieu de l'idée de justice⁷⁰ ? » Cette interrogation était tout à fait étrangère à l'idée que Déat se faisait du socialisme dont l'éloquence était définie par Garosci comme « persuasive, certes, mais sans rien d'intime, sans rien de cette humanité qui était pourtant à l'origine des théories de De Man⁷¹ ». Le portrait que le chef des néos fait de Rosselli dans ses *Mémoires* est assez emblématique de la nature de leurs rapports :

J'avais connu [...] Carlo [...] au temps où il venait de publier chez Valois son Socialisme libéral et où s'élaboraient nos idées novatrices. Il n'était certainement pas éloigné de notre "néo-socialisme" et son expérience lui avait permis de comprendre quelles étaient les erreurs et les faiblesses du socialisme italien ; il pouvait en tirer quelques conclusions autorisées sur le socialisme français⁷².

Ce commentaire un peu rapide – en marge d'une tout aussi maigre référence à l'assassinat du chef de GL, au sujet duquel Déat s'interrogeait sur les responsabilités réelles des cagouleurs – confirme l'impression que les rapports entre le socialisme libéral et le néo-socialisme aient été plus circonstanciels que théoriques, dictés par les rivalités générationnelles entre les gardiens de la « vieille maison » et les *Jeunes turcs* socialistes. Les motivations qui se cachent derrière cette intense, quoique brève, collaboration peuvent être mieux comprises si l'on accepte la thèse d'Alain Bergounioux d'un Déat « réformiste moderne » jusqu'en 1936⁷³. Au contraire, les interprétations qui ne voient aucune solution de continuité dans la pensée de Déat, de 1930 jusqu'à 1945, comme celle de Zeev Sternhell⁷⁴ ou celles qui décèlent déjà au début des années trente des prodromes toujours plus manifestes d'une « dérive fasciste » comme le fait Philippe Burrin⁷⁵, tendent à réduire les espaces de convergence durant cette « époque

70. C. Rosselli, *Socialisme libéral*, *op. cit.*, p. 7.

71. A. Garosci, *Vita di Carlo Rosselli*, II, *op. cit.*, p. 258. Raymond Aron exprima un avis semblable dans ses *Mémoires*, en regrettant d'avoir été « ébloui par l'éloquence de Marcel Déat » (*op. cit.*, p. 69).

72. Marcel Déat, *Mémoires politiques*, Paris, Denoël, 1989, p. 410.

73. A. Bergounioux, « Le néo-socialisme... », *art. cit.*, p. 389.

74. Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche*, Paris, Éd. du Seuil, 1983, p. 160-161.

75. Ph. Burrin, *La dérive fasciste*, *op. cit.* Voir Serge Audier, « Éléments biographiques », in Carlo Rosselli, *Socialisme libéral*, Lormont, Bord de l'eau, 2009, p. 241-242.

de syncrétisme⁷⁶ » que fut la première partie des années trente. Mais, si la maison d'édition Valois fut effectivement un lieu de rencontre pour les non-conformistes de gauche et s'il y a vraiment eu « une sensibilité commune » entre les jeunes socialistes opposés à la génération précédente, ces points de contact indéniables ne doivent pas non plus nous amener à sur-interpréter leur signification en dehors de leur moment historique. Comme le disait Jean Touchard, l'esprit de 1930 fut très différent de celui de 1936⁷⁷. Ce qui semble confirmé, dans la pratique, par le fait que les rapports entre le chef de GL et celui des néos ont eu lieu au début de la décennie alors qu'après février 1934 leurs parcours ont divergé de façon de plus en plus nette.

Socialismes et tyrannies lors de la crise européenne des années trente

Nous avons exploré les relations entre Rosselli d'une part, Halévy, Bouglé et Déat de l'autre. Leur analyse a permis de cerner comment, à travers ses interlocuteurs français, Rosselli a enrichi sa propre culture politique et sa conscience historique et sociologique. Cette recherche nous a également confronté aux catégories interprétatives propres à l'historiographie de l'entre-deux-guerres. Les historiens ont longtemps souligné l'emprise du « fascisme » sur les sociétés européennes des années trente. Au cours des années quatre-vingt-dix, en revanche, les chercheurs se sont focalisés sur la catégorie du « totalitarisme » et sur la nécessité d'une comparaison typologique entre les idéologies et les régimes (fascistes, nazis, communistes). Notre démarche propose le dépassement de ces deux points de vue. En effet, il est à notre avis nécessaire d'intégrer une analyse des « socialismes » à toute réflexion portant sur la dynamique des sociétés européennes des années trente. En ce sens, l'expérience de Rosselli et de certains de ses interlocuteurs français peut constituer un cas pratique intéressant. Plus précisément, leurs textes et leurs échanges confirment cette pluralité de « socialismes ». Leurs débats ont justement été nourris par les contradictions entre différentes traditions socialistes (libertaires ou autoritaires, démocratiques ou tyranniques). C'est bien dans le cadre de cette perspective historique, anthropologique et

76. Jean Touchard, « L'esprit des années trente », in *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Paris, Hachette, 1960, p. 89.

77. *Ibidem*.

sociologique que Rosselli et ces intellectuels français ont placé leurs interrogations au sujet de l'antifascisme et du totalitarisme. Au-delà de la pertinence des positions respectives, il n'en demeure pas moins que le débat passionné avec ses « interlocuteurs normaliens » a sans doute apporté à Rosselli, et peut nous apporter, des suggestions historiographiques originales.

La Seconde Guerre mondiale a amené ces contradictions à leurs paroxysmes. D'une part, l'Union soviétique a joué un rôle déterminant dans la victoire des Alliés contre l'Allemagne hitlérienne. D'autre part, elle a profité de ses exploits militaires pour imposer sa domination en Europe de l'Est à travers les soi-disant démocraties populaires. De même, à l'Ouest, les tensions internationales déterminées par la guerre froide ont fortement influencé la difficile reconstruction des régimes démocratiques et constitutionnels. À ce moment-là, l'expérience politique et intellectuelle des années parisiennes de Rosselli semblait n'être qu'un lointain souvenir. Pourtant, à travers son dialogue avec la culture française des années trente, le chef de GL avait su saisir – certes avec des hésitations et parfois même des contradictions – certains des enjeux du socialisme, notamment dans son rapport avec le libéralisme et la démocratie.